

Interview du Professeur Jeremy Allouche (IDS) par Assumpta Oturu pour l'émission Spotlight Africa, KPFK 90.7 FM Los Angeles, 8 Aout 2020 (retranscription de l'interview oral et traduction française)

Bonjour, bienvenue à une autre édition de Spotlight Africa. Je suis *Assumpta Oturu*. Spotlight Africa vous apporte une analyse de l'actualité du continent africain, y compris les questions mondiales touchant l'Afrique, la diaspora africaine et le Sud Global. Aujourd'hui dans notre programme, nous présentons l'analyse du développement politique dans la nation ouest-africaine de la Côte d'Ivoire.

Le président ivoirien ALASSANE OUATTARA a annoncé jeudi sa troisième candidature à la présidence de la nation ouest-africaine. Dans l'annonce, OUATTARA a déclaré je cite « le risque est que notre pays décline dans de nombreux domaines. Tout cela m'amène à reconsidérer ma position. Cette décision mûrement réfléchi est un devoir que j'accepte dans le meilleur intérêt de tout le pays afin de continuer à mettre mon expérience sans relâche au service de notre pays. » OUATTARA, qui a 78 ans, avait déjà dit aux Ivoiriens qu'il ne se présenterait pas à un troisième mandat. Le bras droit de OUATTARA, le regretté Premier ministre AMADOU GON COULIBALY est récemment décédé sous le deuxième mandat présidentiel de OUATTARA. La croissance économique en Côte d'Ivoire a été enregistrée à 7%. Pendant ce temps, l'ancien président ivoirien, LAURENT GBAGBO, est retenu en Belgique en attendant que les autorités ivoiriennes lui délivrent un passeport afin qu'il puisse se rendre dans la nation ouest-africaine. En janvier dernier, la Cour pénale internationale a acquitté Laurent GBAGBO de toutes les accusations de crimes contre l'humanité qui auraient été commis en Côte d'Ivoire en 2010 et 2011. Ce n'est qu'en mai que la CPI a levé les conditions restreintes de l'acquittement de GBAGBO, ce qui permet désormais au dirigeant ivoirien de rentrer chez lui. Lorsque GBAGBO était en détention à la Cour pénale internationale, GBAGBO a été jugé en son absence en Côte d'Ivoire pour des crimes économiques et condamné à 20 ans de prison. Pour l'analyse de l'évolution politique actuelle en Côte d'Ivoire, nous nous tournons vers le professeur *Jeremy Allouche* à l'Institute of Development Studies et Co-directeur du Humanitarian Learning Centre.

Jeremy Allouche

Le problème majeur n'est pas tant ce que OUATTARA a dit, c'est plutôt la configuration de cette élection. Et je pense que ce qu'il faut prendre en compte, dans l'avenir, c'est l'héritage de la guerre civile, et dans cette lancée, ces candidats que ce soit OUATTARA, que ce soit BEDIE, que ce soit GBAGBO, sont-ils vraiment de bons candidats pour ouvrir en quelque sorte l'avenir du pays et aller au-delà de l'héritage de ces guerres. Parce que je pense que quoi qu'il se soit passé que ce soit OUATTARA, que ce soit BEDIE, et même si GBAGBO revient, juste par leur candidature, juste par leur mise en avant, ils rouvrent les blessures de cette guerre, des blessures profondes qui ne sont pas encore complètement guéries à bien des égards. Ma position est donc celle si : peu importe laquelle de ces personnalités. Cette configuration entre OUATTARA, BEDIE et

GBAGBO existe depuis le début des années 1990. 30 ans plus tard, et nous avons exactement le même type de configuration. Ces élections présidentielles auraient dû laisser leur chance à une nouvelle génération. Avant tout, cette guerre civile était une revendication des jeunes générations et cette élections présidentielles fait comme si cette guerre n'a pas existé.

Sur l'élection en soi, la bataille est vraiment entre le PDCI de BEDIE et le RDR de OUATTARA. Pour ce qui est des autres partis, je veux dire que vous avez le FPI qui est le parti de GBAGBO, il y a encore beaucoup de divisions, je ne sais pas ce qui va arriver à GBAGBO, il a demandé un passeport pour revenir, nous verrons ce qui se passera. Il y a donc beaucoup d'incertitudes de ce côté-là. Il y a aussi le nouveau parti créé par Guillaume SORRO qui dirigeait la rébellion mais on lui a interdit de revenir en Côte d'Ivoire.

Je ne suis pas certain de l'appétit politique de la population pour ces élections, évidemment à cause de la COVID-19, mais aussi la lassitude de cette configuration politique. Et je ne sais pas dans quelle mesure elles seront instables ou non, si elles vont recréer certaines des craintes et des divisions qui ont émergé avant. Ce n'est pas clair. Ce que je peux dire, c'est que même 10 ans après la guerre civile, parce que la guerre civile a pris fin en 2010-2011, même 10 ans après, le processus de réconciliation n'a toujours pas vraiment été fait et n'a pas été couronné de succès. Selon la plupart des collègues qui travaillent sur la question. Tout le monde était d'accord pour dire que la réconciliation a été mal faite et qu'elle est encore un legs important de la guerre, si vous voulez.

Assumpta Oturu:

Alors, quelle est la popularité de OUATTARA, professeur Allouche ?

Jeremy Allouche

Je pense que cela dépend de qui. Je pense qu'au sein de son propre parti, il est assez populaire. Je pense qu'au sein de la communauté internationale, il est assez bien soutenu, donc je pense qu'il est assez populaire mais il y a une lente désillusion je pense dans la société ivoirienne sur les fronts civils. La première est que, bien que le taux de croissance de l'économie ont été assez élevés en Côte d'Ivoire, une grande partie de la population estime qu'elle n'a pas vraiment profité de cette croissance. Il y a donc encore beaucoup de gens qui ne sont pas convaincus par le programme économique de OUATTARA. Il y a aussi ceux qui sont probablement la population la plus marginalisée de la capitale à Abidjan qui s'est sentie probablement brutalisée par le paysage changeant dans le sens où la plupart des ghettos ont été démolis, etc. La plupart des marginalisés ont donc été assez déçus de la façon dont les choses évoluent. Et je dois dire que je pense que le problème est que, quelles sont les alternatives à OUATTARA en ce moment ? Je pense que c'est une question vraiment importante, même s'il y a probablement une augmentation du sentiment de frustration, quelle est l'alternative crédible ?

Mis à part le PDCI, L'autre menace principale était probablement le parti de SORO (Guillaume SORO). Il a créé un nouveau parti politique. Il était le chef de la rébellion, et était jusqu' à récemment un allié important de OUATTARA, en tant que premier ministre, et en tant que président de l'assemblée nationale. Il a des soutiens militaire très forts, une base financière importante, et il est également originaire de la région du nord de la Côte d'Ivoire. Il est donc le challenger principal de OUATTARA dans l'une de ses principales bases électorales. Il se positionne à la fois comme nordiste, mais aussi comme chrétien et aussi comme leader de la jeunesse. Il se positionnait donc clairement comme l'alternative majeure mais il lui a été interdit de venir en Côte d'Ivoire

Assumpta Oturu:

Donc, s'il retourne en Côte d'Ivoire, sera-t-il arrêté ou ... ?

Jeremy Allouche

Très probable, oui. Il y a quelques mois, il a tenté d'atterrir en Côte d'Ivoire et les autorités ivoiriennes ont dit qu'il ne serait pas autorisé. Ils n'ont pas laissé l'avion atterrir en Côte d'Ivoire et il a atterri au Ghana, il lui a donc déjà été interdit de rentrer dans le pays.

Assumpta Oturu:

Mais quelle est la position de la France face au fait que OUATTARA leur a en quelque sorte donné l'économie ? La France préfère-t-elle voir OUATTARA continuer ou soutenir ceux qui disent qu'il ne devrait pas se porter candidat pour le troisième mandat ?

Jeremy Allouche

Je ne connais pas exactement la position de la France. Je pense que la France et plus largement la communauté internationale veulent une forme de stabilité en Côte d'Ivoire. C'est la principale préoccupation. C'est que nous ne revenons pas à des scénarios qui se sont produits il y a 10 ans. Je pense que la France, et plus largement la communauté internationale, pourraient être à l'aise avec la victoire de OUATTARA, mais ils pourraient aussi être à l'aise avec la victoire du PDCI et de Bédié. Je ne pense pas qu'ils auront un problème avec cela. Il est vrai que nous n'entendons pas beaucoup parler de la communauté internationale. La communauté internationale n'est pas très éloquente sur l'élection et sur la question de savoir si OUATTARA viole la constitution en se présentant ou non pour le troisième mandat. Il n'y a pas eu beaucoup de pression à ce sujet. Il y a bien sûr un différend juridique à ce sujet. Fondamentalement, OUATTARA soutient que c'est lié à la nouvelle constitution, donc il avait déjà ce mandat, la nouvelle constitution lui permet de faire deux mandats. Donc, à certains égards, il soutient qu'il peut faire trois mandats, mais il y a un important différend juridique à ce sujet.